

***Bureaucracy & Representative Government*, par WILLIAM A. NISKANEN, JR. Un vol., 6¼ po x 9½, broché, 241 pages — ALDINE PUBLISHING CO., Chicago, 1971**

Volume 48, numéro 2, juillet–septembre 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003731ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003731ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1972). Compte rendu de [*Bureaucracy & Representative Government*, par WILLIAM A. NISKANEN, JR. Un vol., 6¼ po x 9½, broché, 241 pages — ALDINE PUBLISHING CO., Chicago, 1971]. *L'Actualité économique*, 48(2), 375–376. <https://doi.org/10.7202/1003731ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1972

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

en bourse et d'esquisser les règles principales que comporte la gestion raisonnée d'un portefeuille de valeurs mobilières » (page 6).

La population française au XIXe siècle, par ANDRÉ ARMENGAUD. Un vol., 4½ po x 7, broché, 127 pages. Collection « Que sais-je ? ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1971.

La période étudiée dans ce livre couvre les années 1815 à 1914 et elle est subdivisée en sous-périodes suivantes : 1815 à 1846, 1846 à 1851, 1851 à 1872, 1872 à 1914. En plus des chapitres consacrés à ces sous-périodes, l'auteur consacre trois chapitres au problème suivant : exode rural et croissance urbaine (1851-1914) ; les migrations extérieures. Les étrangers en France ; la population française à la veille de la guerre de 1914. L'ouvrage comprend de nombreux tableaux et graphiques.

The World's Population. Problems of Growth, sous la direction de QUENTIN H. STANFORD. Un vol., 6 po x 9, broché, 346 pages. — OXFORD UNIVERSITY PRESS, (succursale canadienne), Don Mills, Ont., 1972.

La première partie de cet ouvrage porte sur les antécédents du problème de la population, la deuxième sur les causes et les implications, la troisième sur la solution. Une trentaine de collaborateurs y ont contribué. Il s'agit, essentiellement, d'articles de revues ou d'extraits d'ouvrages déjà publiés.

Financing the Small States in Australian Federalism, par R.J. MAY. Un vol., 5¾ po x 8¾, relié, 235 pages. — OXFORD UNIVERSITY PRESS, Londres, 1971.

Ce volume s'intéresse principalement aux subventions spéciales versées par le gouvernement du Commonwealth afin d'aider les petits États moins fortunés. On y trouve un historique de ces subventions au cours des premières 30 années d'existence de la Fédération et un examen de leur formulation subséquente par l'intermédiaire de la Commonwealth Grant Commission. Il s'agit de la première étude exhaustive concernant cette institution australienne. D'une manière plus générale, il s'agit d'une étude sur le fonctionnement du gouvernement fédéral, sur la façon selon laquelle les gouvernements de même que les groupes d'intérêt qu'ils représentent agissent l'un envers l'autre en tentant de satisfaire leur intérêt, et sur la façon selon laquelle le système s'adapte aux pressions.

Bureaucracy & Representative Government, par WILLIAM A. NISKANEN, JR. Un vol., 6¾ po x 9½, broché, 241 pages. — ALDINE PUBLISHING Co., Chicago, 1971.

L'auteur tente, dans cet ouvrage, d'élaborer une théorie du comportement des agences (*bureaus*), surtout dans l'instauration d'un gouvernement repré-

sentatif. Il compare aussi le comportement des agences à celui d'autres types d'organisation ayant à faire face à des conditions semblables, ainsi qu'avec un comportement optimal tel que défini par la théorie normative des biens publics. À partir de ces comparaisons et de quelques autres études, il conclut en présentant un ensemble de suggestions visant à modifier la bureaucratie et les institutions politiques afin de se rapprocher davantage d'un comportement optimal.

Le socialisme à visage humain. L'ordre coopératif, par BERNARD LAVERGNE. Un vol., 5¼ po x 8½, broché, 142 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1971.

Ce livre, après un bref rappel des causes actuelles d'aliénation des hommes comme de la décadence de l'ordre capitaliste, après avoir marqué les défauts du capitalisme d'État et du corporatisme ouvrier, brosse un rapide tableau du Socialisme Coopératif.

L'idée originale du Socialisme Coopératif est que la propriété éminente des grands ensembles industriels ne doit appartenir à aucune des catégories de producteurs, ni aux capitalistes, ni aux salariés, mais à l'ensemble du public consommateur. Cette formule tripartite résout la question sociale, parce qu'elle supprime le profit capitaliste et abolit le salariat car elle rend à tous les producteurs leur dignité d'hommes et de travailleurs. D'après l'auteur, ce schéma n'est pas une vue de l'esprit car depuis plus de cinquante et même de cent années, des régies coopératives analogues existent en Belgique.

Droit commercial. Les entreprises, par PAUL DIDIER. Un vol., 5½ po x 7¼, broché, 538 pages. Collection « Thémis ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1972.

Cet ouvrage est essentiellement une collection de documents et de textes. Après un premier chapitre portant sur des questions préliminaires, l'auteur traite des questions suivantes : les finalités de l'entreprise, le capital de l'entreprise, la direction de l'entreprise, les contrôles, la réforme de l'entreprise, la libre concurrence, le fonds de commerce, la concentration des entreprises. Le dernier chapitre est consacré à une série d'exercices.

Le C.A.E.M. Aspects juridiques et formes de coopération économique entre les pays socialistes, par JEAN CAILLOT. Un vol., 6¼ po x 9¼, relié, 413 pages. — LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE, Paris, 1971.

Ce livre est le premier traitant de manière approfondie des aspects juridiques et des formes de coopération économique entre pays socialistes. L'auteur s'efforce, tout d'abord, de mettre à jour les rouages du C.A.E.M., en faisant une analyse très détaillée de ses structures et de son fonctionnement. Il s'attache ensuite à l'étude des organismes spécialisés de la Communauté économique socialiste.